

# **Universitäts- und Landesbibliothek Tirol**

## **André Hofer et l'insurrection du Tirol en 1809**

**Clair, Charles**

**Paris [u.a.], 1880**

II. La Persécution en Bavière

## II

### LA PERSÉCUTION EN BAVIÈRE.

Que l'insurrection des paysans du Tyrol ait eu pour cause principale la persécution infligée à leurs prêtres, c'est ce dont il n'est point permis de douter. A la vue des excès commis chez eux par l'intolérance révolutionnaire, ces rudes chrétiens se dirent dans leur bon sens et leur simplicité qu'ils devaient en conscience défendre leur Dieu et leur foi, les curés de

leurs paroisses et les moines de leurs couvents, les vases sacrés de leurs églises et les tombeaux de leurs cimetières ; qu'une semblable guerre était juste et sainte et que les morts seraient des martyrs.

Ce fut ainsi que le Tyrol de 1809 devint la Vendée de l'Allemagne.

Au point de vue religieux, quel était le sort du Tyrol tombé au pouvoir de la Bavière ? Pour le mieux comprendre, nous devons nous rappeler ce qu'à cet égard était la Bavière elle-même sous le règne de Maximilien-Joseph I<sup>er</sup> et le ministère du comte de Montgelas.

Ce pays, naguère si catholique, que ses ducs avaient dès le temps de Charlemagne couvert de monastères et qu'au siècle de la réforme ils gardèrent fidèle à la foi romaine, était alors, on le sait, la proie de l'Illuminisme. Certes, le trop fameux

Weishaupt, dans sa retraite de Gotha, put goûter une joie satanique et dire son grand œuvre accompli, quand il vit les Illuminés fournir aux Universités des maîtres, aux rois des conseillers, aux princes héritiers des gouverneurs, même parfois des prêtres à l'Église; et des hommes de tout rang, docteurs, étudiants, ministres, fonctionnaires, officiers, théologiens se jeter follement dans la secte à la suite d'un Charles Dalbert et d'un Montgelas! Ce dernier prit en main les intérêts de cette société ténébreuse avec autant d'ardeur au moins que ceux du roi son maître et, docile instrument de Weishaupt, il fit tout pour ruiner le catholicisme en Bavière.

Ministre d'État, ministre de l'Intérieur, des Finances et plus tard de la Maison du roi, le comte Maximilien-Joseph de Mont-

gelas commença dès 1799 à persécuter l'Église. Il s'occupa d'abord de la sécularisation des monastères. Or « le vrai but de cette sécularisation, remarque Haller, n'était pas autre que d'anéantir en Allemagne comme en France l'Église catholique, et autant que possible, avec elle toute religion. »

Les premiers coups tombèrent sur les ordres mendiants. Une commission spéciale chargée « des affaires des couvents, » interdit aux Provinciaux toute relation avec Rome. On répandit des pamphlets odieux contre les Franciscains, les Capucins et tous les moines, avec une activité si prodigieuse, une si grande profusion, que le même jour (février 1802) toutes les localités où se trouvait quelque monastère en furent inondées.

Après avoir par ces deux mesures isolé

les religieux et soulevé contre eux les passions populaires, on mit la main sur l'argent des messes et des aumônes, on dressa l'inventaire des biens et l'état des personnes; puis la proscription commença.

Pendant la nuit du 4 mars, malgré les prières des principaux citoyens qui avaient été se jeter aux pieds du prince, la police chassait les Franciscains de Munich, sans faire grâce aux vieillards, dont l'un comptait quatre-vingt-dix ans d'âge et soixante-six de religion. Également à minuit, vingt-cinq Capucins, escortés comme des galériens par vingt-cinq cavaliers, étaient bannis sans forme de procès. Partout on déploya les mêmes rigueurs. En peu de temps, plus de quatre cents abbayes ou monastères furent supprimés.

Après la proscription, vint ce que le ministre avait en vue, le pillage.

Le peuple vit avec une indignation impuissante fermer les églises, profaner les vases sacrés, disperser les saintes reliques, voler les ornements sacerdotaux ou les vendre aux Juifs, transformer de vénérables et magnifiques monuments en hospices de mendicité, en hôtels d'invalides, en casernes, en théâtres, en magasins, en usines, en brasseries; piller les archives et les bibliothèques, et par rage de tout détruire, n'épargner pas même le bois, le fer, les pierres sculptées des édifices.

Tantôt, c'était le couvent des Clarisses qu'envahissaient les sbires, parcourant effrontément les cellules des pauvres religieuses et profanant jusqu'à la chambre jadis habitée par l'humble sœur que le

monde appelait la princesse Cunégonde de Bavière. Tantôt, c'était une admirable œuvre d'art que les vandales anéantissaient. Tel fut le sort de la chapelle Saint-Pierre à Frisingue, mise à l'encan pour un écu. Personne ne se présentant pour enchérir, elle fut démolie (1803). Les cloches de Frisingue furent adjugées pour 42 kreusers (environ 2 francs).

Il advint pis encore.

Au mois de juillet 1803, un commissaire se présente au fameux couvent des Bénédictins d'Andechs et se fait ouvrir le caveau où étaient ensevelis, avec les défunts du monastère, plusieurs des plus grands personnages du pays. Aussitôt on se met à l'œuvre ; on scie, on brise les cercueils, rejetant pêle-mêle les ossements des morts. Le commissaire et le charpentier, raconte un témoin, durant

leur infâme besogne, avaient la pipe à la bouche. Une telle profanation enrichit peu les voleurs et moins encore le gouvernement : on trouva quelques perles dans le tombeau de la duchesse Christina et une chaîne d'or au cou d'un ancêtre du roi, Albert III de Bavière, fondateur du couvent d'Andechs. On arracha le crâne et l'on dispersa les os du prince, qui depuis l'an 1460 reposait là, près de l'autel.

Un dernier fait avant de détourner les yeux de telles horreurs. On gardait à Bamberg un précieux ostensor. La commission, si zélée pour les « affaires de l'Église », le réclame comme son bien ; à grand'peine on obtient d'en user une dernière fois pour donner au peuple la bénédiction du très saint Sacrement. Le prêtre était à l'autel quand on lui annonce tout à coup

que le commissaire est à la porte et s'impatiente. Vite il offre l'encens, bénit la foule prosternée, mais déjà, debout près de lui, le commissaire étend la main, lui arrache l'ostensoir où se trouvait encore *la sainte hostie*, et jette son butin dans le panier préparé d'avance.

Et tout cela se fit froidement, sans colère, non dans l'effervescence d'une émeute, mais par délibération d'hommes d'État, non dans l'ombre, mais en plein soleil, non par des pillards de la rue, mais par des voleurs officiels.

Sans doute, par servilisme ou par intérêt personnel, les délégués de la commission et de la police outrepassèrent les ordres reçus ; mais toute la responsabilité pèse sur ceux qui, placés plus haut, donnèrent les premiers l'exemple de l'improbité.

D'ailleurs, - ces brigandages sacrilèges ne profitèrent pas au prince qui les avait décrétés ou permis. Comme il arrive toujours en pareil cas, les biens confisqués à l'Église furent perdus pour l'État, et l'argent mal acquis remplit les poches des agents subalternes, plus que les coffres du ministre des Finances. Montgelas avouait lui-même plus tard que « dans l'affaire de la sécularisation l'on avait été beaucoup trop loin. »

Après avoir mis la main sur le temporel, que restait-il sinon de s'ingérer dans les affaires spirituelles ? Les Illuminés masquèrent leur usurpation nouvelle du nom si suspect de *réforme*. On réforma l'autorité du pape et des évêques ; on réforma la discipline de l'Église en lui substituant un régime de police ; on réforma le culte divin, les heures canoniales, l'ho-

noraire des messes, l'administration des sacrements, tout, enfin, jusqu'au nombre des cierges et aux coups d'encensoir.

Ainsi un bureaucrate, disciple de Weisshaupt, poussait l'orgueil jusqu'à dire, non pas seulement l'État, mais l'Église en Bavière, c'est moi.

Ajoutons toutefois, pour être équitable envers Maximilien-Joseph I<sup>er</sup>, qu'un jour vint où il rougit d'avoir été si longtemps le docile instrument d'une secte antichrétienne et antisociale. Sans doute, alors, il arrêta les yeux sur les portraits de ses prédécesseurs, se rappelant un Guillaume IV, l'ennemi du Protestantisme et l'ami de Canisius ; un Albert V, le Magnanime, déclaré par les Pères de Trente « le plus ferme rempart de l'Église et du Saint-Siège » ; un électeur Maximilien I<sup>er</sup>, « le chevalier du catholicisme » durant la

guerre de Trente Ans ; un Charles-Marie, qui fonda huit monastères ; un Charles-Albert, qui, devenu l'empereur Charles VII, et sollicité de séculariser quelques biens d'Église pour remplir ses coffres vides, répondait : « Je préfère vivre dans la pauvreté moi et les miens, plutôt que de faire souffrir à l'Église le moindre dommage » ; un Charles-Théodore enfin, qui révéla au monde les écrits et l'abominable complot de Weishaupt, sans parvenir pourtant à mettre son successeur en garde contre « le mystère d'iniquité ».

Ce ne fut qu'en 1817 que le saint pape Pie VII put déclarer le roi Maximilien redevenu digne de ses ancêtres (1). Il était loin de mériter un tel éloge quand il entra en possession du Tyrol.

(1) Consistoire du 15 novembre 1817, à l'occasion du concordat enfin conclu avec la Bavière.